



Arrêté n°2022-DCL-BENV-844

prescrivant un délai complémentaire pour la réalisation de l'étude relative à ses rejets aqueux prescrite par l'arrêté complémentaire du 6 avril 2021 à la société SEDEP dans le cadre de l'exploitation de la carrière qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Beaulieu-sous-la-Roche au lieu-dit « Les Bonottières »
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45, R.122-2 et R.181-46 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

VU le SDAGE Loire-Bretagne et l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement fixant les normes de qualité environnementale pour les milieux aquatiques ;

VU l'arrêté préfectoral n°09-DRCTAJE-1-487 du 5 août 2009 autorisant la société SEDEP à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de Beaulieu-sous-la-Roche au lieu-dit « Les Bonottières » ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°19-DRCTAJ-1-626 du 20 novembre 2019 concernant les rejets de la carrière des Bonottières exploitée sur la commune de Beaulieu-sous-la-Roche ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°21-DRCTAJ-1-188 du 6 avril 2021 prescrivant une étude relative aux rejets aqueux de la société SEDEP dans le cadre de l'exploitation de la carrière exploitée au lieu-dit « Les Bonottières » sur la commune de Beaulieu-sous-la-Roche ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 7 juillet réalisé suite à la visite du 21 juin 2022 ;

VU le courrier adressé le 11 juillet 2022 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

VU l'absence d'observation dans le délai de quinze jours qui lui était imparti à compter de la notification de l'arrêté ;

Considérant que l'arrêté complémentaire susvisé du 6 avril 2021 a été réalisé au titre de l'article R.512-45 suite aux constats réalisés par l'Office française pour la biodiversité le 27 août 2019 sur le ruisseau de la Vacherie et le rejet de la carrière concernant :

- un pH acide (inférieur à 5),
- le non-respect des normes de qualité environnementale pour les paramètres Cadmium, Chrome, Nickel et Zinc,

- des concentrations significatives en Sulfure, Aluminium et Fer (pour lesquelles il n'existe pas de norme de qualité environnementale) ;

Considérant que l'exploitant a depuis ce constat mis en place un dispositif de rejet de ses eaux asservi au pH du-dit rejet dans les conditions prévues par l'arrêté complémentaire du 20 novembre 2019 pour des valeurs fixées dans son arrêté d'autorisation sus-mentionné ;

Considérant que les normes de qualité environnementale sont des indicateurs de bon état du milieu portés par l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 précité et ne sont pas des valeurs limites de rejet et qu'à ce titre la compatibilité du rejet avec le milieu récepteur doit être étudiée afin le cas échéant de fixer des flux et concentrations pour le-dit rejet ;

Considérant que l'exploitant a été en mesure d'indiquer que des analyses dans le milieu ont été réalisées en différentes périodes hydrologiques en 2021 ;

Considérant que l'exploitant a informé l'inspection à la mi-mars 2022 et lors de la visite d'inspection du 21 juin 2022 des difficultés rencontrées dans la production de l'étude prescrite pour définir les valeurs limites acceptables pour le milieu et le cas échéant la mise en place de traitement des rejets sur le site dans le délai imparti du 31 janvier 2022 ;

Considérant que l'exploitant a fourni un devis signé du 5 mai 2022 pour la réalisation d'une étude complémentaire dans un délai de 3 mois ;

Considérant que postérieurement à l'étude l'exploitant devra se positionner et proposer à l'inspection les traitements appropriés (justification du choix du traitement, localisation du traitement,...) afin de rendre compatible ses rejets avec le milieu naturel ;

ARRÊTE

Article 1. Identifications

La société SEDEP, dont le siège social est situé route de Saint Gilles à Aizenay (85190), doit, dans le cadre de l'exploitation de la carrière des Bonottières exploitée sur la commune de Beaulieu-sous-la-Roche (85190) autorisée par l'arrêté préfectoral précité du 5 août 2009 et complété notamment par les arrêtés complémentaires précités du 20 novembre 2019 et du 6 avril 2021, respecter les prescriptions ci-dessous.

Article 2. Objet de l'arrêté complémentaire

Le délai de transmission de l'étude prescrite à l'article 2 de l'arrêté préfectoral susvisé du 6 avril 2021 est reporté au **31 novembre 2022**.

Article 3. Dispositions administratives

Article 3.1. Délais et voies de recours

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 3.2. Publicité de l'arrêté

A la mairie de la commune :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, bureau de l'environnement.

Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État en Vendée pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3.3. Diffusion

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

Article 3.4. Pour application

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement et les inspecteurs des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **01 AOUT 2022**

Le préfet,
Pour le Préfet,
la secrétaire générale de la Préfecture
de la Vendée

Anne TAGAND

Arrêté n°2022-DCL-BENV-844

prescrivant un délai complémentaire pour la réalisation de l'étude relative à ses rejets aqueux prescrite par l'arrêté complémentaire du 6 avril 2021 à la société SEDEP dans le cadre de l'exploitation de la carrière qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Beaulieu-sous-la-Roche au lieu-dit « Les Bonottières »

